



APPEL D'OFFRES DE L'ACSE : PROGRAMME D'ETUDES 2005-2008
Histoire et mémoires des immigrations en régions
MARCHÉ N° 2005 33 DED 02 : LOT N° 5

Direction Régionale Midi-Pyrénées

**Histoire et mémoires
des immigrations
en région Midi-Pyrénées**

Synthèse du rapport final
Juin 2007

Direction scientifique : Laure TEULIERES

Toulouse : CNRS-Laboratoire FRAMESPA

Cet article présente une synthèse du rapport réalisé en réponse au marché d'étude de l'Acsé « **Histoire et mémoire des immigrations en régions** » qui visait, dans le cadre d'un appel d'offre national réparti en lots régionaux, à disposer d'un état des lieux pour l'ensemble de la France. L'étude sur **la région Midi-Pyrénées**¹ a été réalisée par le laboratoire FRAMESPA (CNRS) sous la direction de l'historienne Laure Teulière, avec la contribution de Fabienne Souchet, Julia Ponrouch et Caroline Barrera.

L'étude conduite en Midi-Pyrénées présente plusieurs volets complémentaires.

- **Un inventaire des sources d'archives** qui actualise le guide existant². Cela concerne au premier chef les archives départementales des huit départements de la région, par la mention des documents nouvellement entrés ou classés (notamment en série W). D'autres fonds d'archives, publics ou privés, sont aussi évoqués.
- **Une bibliographie de près de 750 références** (ouvrages, articles, rapports et mémoires universitaires) relative à l'histoire de l'immigration en Midi-Pyrénées, une filmographie documentaire et un recensement de matériaux sonores (émissions de radio).
- **Une approche historiographique** indiquant le traitement de la question des populations immigrées dans la région, de la chronologie des différentes vagues migratoires, des échelles territoriales explorées ou des thématiques qui ont été développées, en histoire mais aussi dans d'autres disciplines scientifiques.
- **Un « récit historique de synthèse »** établi à partir des travaux existants et au vu de l'historiographie. Le but étant, selon les orientations de la commande, d'offrir à un « public non spécialiste » un condensé de l'état actuel de la question, autrement dit un aperçu de l'histoire de l'immigration en Midi-Pyrénées au cours des XIX^e-XX^e siècles.
- **Des annexes statistiques** à partir des recensements généraux de la population de 1851 à 1999 (données INSEE).
- **Un volet sur la mémoire des immigrations**, abordé à travers une analyse qualitative des actions « mémoire » soutenues par la Direction régionale Midi-Pyrénées du FASILD ces dernières années. Cette enquête a été réalisée par la sociologue Fabienne Souchet, du cabinet *In Situ Consultants*, avec l'appui technique du centre de ressources COFRIMI.

Les choix qui guident la synthèse historique

Quelques lignes directrices ont été privilégiées pour ne pas trop éparpiller le récit. La synthèse historique est articulée en cinq phases chronologiques : jusqu'au sortir de la Grande Guerre, l'entre-deux-guerres, de l'exil républicain espagnol aux lendemains de la Libération, les Trente Glorieuses, la période contemporaine (1975-2000). Ces cinq parties sont elles-mêmes subdivisées selon une logique thématique. L'approche est à la fois quantitative (étayée en particulier par les recensements entre 1851 et 1999) et qualitative (grâce à un balayage de l'ensemble des ressources bibliographiques disponibles). En terme d'espace géographique, Midi-Pyrénées³ étant une des plus vastes régions de France, le niveau régional a été croisé avec les échelles départementales et parfois locales, grâce à des zooms sur des villes, des quartiers ou des sites industriels.

Une des difficultés consistait à prendre en compte à la fois des flux (migrants entrant et sortant de l'espace régional) et des stocks (populations étrangères présentes repérées par les recensements, évoluant en fonction des flux mais aussi du vieillissement ou des naturalisations). Une autre difficulté résultait de l'attention devant être apportée aux effets de masse (les nationalités principales, l'exil républicain...) sans laisser de côté des phénomènes plus mineurs qui participent néanmoins à la diversité de l'immigration (réseaux de réfugiés, juifs étrangers, étudiants...). Le choix a été fait de consacrer une place relativement importante à ces mouvements secondaires, quitte à les surpondérer dans le récit au regard des vagues les plus importantes quantitativement.

Deux siècles de présence des étrangers en Midi-Pyrénées

Durant le XIX^e siècle, les huit départements qui forment aujourd'hui Midi-Pyrénées voient globalement le nombre d'étrangers augmenter d'un recensement à l'autre, mais sur un rythme très modéré : de 7 839 en 1851 (0,3 % de la population totale) à 19 780 en 1911 (0,9 % contre 2,8 % au plan national). Cet apport reste marginal au regard du demi million d'habitants perdu dans la région sur la même période. Car malgré la dépopulation induite par la dénatalité, l'économie est faiblement attractive, hormis l'appoint d'Espagnols parmi les travailleurs « flottants » des chantiers d'infrastructures, pour la construction du chemin de fer et autres. Les étrangers présents (dont environ 45 % de femmes) composent une population bigarrée exerçant toutes sortes de métiers, artisans, marchands forains, professions libérales, manoeuvres. Comme ailleurs, c'est en fait la Grande Guerre qui va provoquer un appel inédit à l'immigration étrangère et coloniale (cf. *infra*).

¹ Laure Teulière (dir.), *Histoire et mémoire des immigrations en région Midi-Pyrénées*, Rapport pour l'Acsé, juin 2007, 255 p.

² *Les étrangers en France. Guide des sources d'archives publiques et privées XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Génériques / Direction des Archives de France, 1999, 3 vol.

³ Pour la période antérieure aux années 50, la région n'existait pas encore comme entité territoriale.

L'entre-deux-guerres marque un tournant avec le quasi triplement de la présence étrangère sur la décennie 1921-1931. La dépopulation, aggravée par l'hécatombe des tranchées, les besoins énormes de l'industrie et surtout de l'agriculture expliquent l'immigration de milliers de familles d'agriculteurs du nord de l'Italie, mais aussi de Suisse et de Belgique, le renforcement des entrées en provenance de la péninsule ibérique et le recrutement de travailleurs de l'Est de l'Europe, en particulier des mineurs polonais. Auparavant individuelle et spontanée, l'immigration devient largement collective et organisée. Les mouvements temporaires perdent de leur importance devant le besoin d'une main-d'œuvre permanente ; la « colonisation » se développe, autrement dit l'établissement à demeure d'immigrants dans une logique de repeuplement. De principalement urbaine, l'implantation de l'immigration devient dans la région très largement rurale.

Midi-Pyrénées reste d'ailleurs un territoire attractif malgré la crise des années 30, avec 110 317 étrangers en 1936 (5,8 % de la population). Mais des transferts se produisent aux dépens des sites industriels (Aveyron, Tarn, Hautes-Pyrénées, Ariège) et au bénéfice des zones rurales (Gers, Lot, Tarn-et-Garonne, Haute-Garonne) ; la part de la population active étrangère travaillant dans les industries de transformation chute tandis qu'elle continue d'augmenter dans le secteur agricole. Au total, la part des étrangers parmi les actifs connaît dans la région une très forte accélération à partir de la Grande Guerre et se poursuit jusqu'aux lendemains de la Libération, sans hiatus durant les années 30 (sauf pour les Hautes-Pyrénées et l'Aveyron), contrairement à l'ensemble de la France. L'exil espagnol de 1939, puis les mouvements causés par la Seconde Guerre mondiale contribuent à expliquer l'accroissement de près d'un quart de la population étrangère entre les recensements de 1936-1946, pour atteindre à cette date la proportion record de 7 % de la population totale (contre 4,3 % au plan national). Ces évolutions sont partagées, à des degrés divers, par tous les départements.

Durant les Trente Glorieuses, Midi-Pyrénées a une croissance très inférieure à la moyenne nationale (sauf en Haute-Garonne entraînée par Toulouse) et les besoins de main-d'œuvre y sont plus réduits. Dans ce contexte, le profil de la population étrangère résulte du stock ancien plus que des nouveaux flux. Jusqu'à la fin des années 60, le nombre d'étrangers diminue constamment – de 137 716 en 1946 à 112 288 en 1968 (5,1 % de la population) –, les nouveaux arrivants ne suffisant pas à compenser les départs, les décès et surtout les naturalisations. Les Français par acquisition passent en effet de 13 193 en 1936 (pour 9 fois plus d'étrangers) à 91 295 en 1975 (pour seulement 1,3 fois plus d'étrangers). Cette configuration est très nette dans des départements où l'immigration rurale de l'entre-deux-guerres a été importante (Gers, Tarn-et-Garonne, Tarn). Les naturalisés sont alors à plus des 4/5^e d'origine italienne et espagnole, puis polonaise.

Après 1975, où le nombre d'étrangers dans la région est remonté à 123 750, celui-ci n'aura de cesse de diminuer, jusqu'à 105 326 en 1990 (niveau inférieur à celui de 1931) et 99 894 en 1999 (3,9 % de la population totale). En 1982, Midi-Pyrénées occupe une situation moyenne quant au nombre d'étrangers : 4,9 % de sa population contre 8 % pour la France entière. C'est une population qui s'est polarisée géographiquement puisque 45 % vit désormais en Haute-Garonne (contre 35 % de la population de la région), et 28 % dans la seule ville de Toulouse. Le profil migratoire de la période récente tient au déclin des entrées de travailleurs, au regroupement familial, à la place croissante des femmes et des demandeurs d'asile.

Guerres, exils, rapatriements... L'impact d'événements clés

La Grande Guerre marque une étape dans l'histoire de l'immigration en France. Outre le fait que la région abrite des réfugiés (Belges, Turcs ou Grecs), des internés civils « ressortissants de puissances ennemies » et des prisonniers de guerre allemands ou austro-hongrois, le recrutement immigré commence pour la première fois à s'organiser. Les établissements industriels tentent de pallier la pénurie en recrutant toute main-d'œuvre disponible. La guerre provoque donc la rencontre d'étrangers encore inconnus, et ce jusque dans les campagnes. L'utilisation de travailleurs indigènes représente une autre nouveauté : Kabyles et Marocains pour différents sites relevant de la défense nationale, Indochinois répartis entre les arsenaux de Toulouse, Castres et Tarbes ainsi qu'à la Poudrerie nationale. Les terres du Midi voient par ailleurs passer des soldats coloniaux, convoyés par trains vers le front, en hivernage ou démobilisés, notamment via les camps du Vernet et de Lectoure (Gers). Cette présence se prolongera durant l'entre-deux-guerres à travers les garnisons de soldats indigènes, tirailleurs sénégalais ou indochinois, à Montauban, Cahors, Tarbes, Auch et Pamiers.

La guerre d'Espagne constitue un autre événement majeur, plus spécifique de l'histoire régionale. Dès le printemps 1938, 25 000 civils et miliciens fuient l'Aragon vers les Hautes-Pyrénées. Mais c'est la *Retirada*, exode massif de février 1939, qui va transformer radicalement la physionomie sociale, politique, voire culturelle de la population espagnole présente jusqu'alors (celle-ci double presque en Midi-Pyrénées entre les recensements de 1936 et 1946) avec l'implantation de ces républicains très politisés, urbains pour la plupart, qui vont réorganiser leurs structures militantes, dans la clandestinité d'abord puis dans l'après-guerre, jusqu'à faire de Toulouse une capitale de l'exil. Tandis que la dictature de Franco se prolonge, les réfugiés espagnols conserveront un poids considérable dans la région. En 1950, la Haute-Garonne est leur premier département d'accueil ; Ariège, Hautes-Pyrénées et Aveyron arrivent dans les huit premiers.

La Seconde Guerre mondiale entraîne d'autres flux tout à fait particuliers. Midi-Pyrénées voit arriver quantité d'étrangers réfugiés dont la défaite a rendu le destin encore plus incertain – espagnols, antifascistes de toutes origines et/ou juifs d'Europe centrale et orientale (dont l'effectif décuple) –, devenant pour eux à la fois une zone de repli, d'internement et de persécutions. Les camps de Septfonds (Tarn-et-Garonne), Brens (Tarn), Le Vernet (Ariège), Noé ou Le Récébédou (Haute-Garonne), celui regroupant des nomades près de Lannemezan, ainsi que les multiples sites d'implantation des Groupements de travailleurs étrangers marquent cette histoire. Tout comme la place très importante que les immigrés ont pris dans la Résistance et la Libération régionales, notamment à travers la 35^e Brigade FTP-MOI « Marcel Langer » ou les Guérilleros espagnols qui y ont établi leur commandement général.

Dans l'après-guerre, la région connaît, comme toute la façade méridionale, l'implantation de rapatriés d'Afrique du Nord, Midi-Pyrénées étant le troisième pôle d'accueil (après Marseille et l'Île de France) pour l'exode d'Algérie en 1962. Beaucoup de ces nouveaux venus ont repris des domaines ruraux, développant une agriculture productiviste (arboriculture, serres...), pour laquelle certains ont ensuite fait appel à des travailleurs immigrés ibériques ou marocains. Environ 12 000 harkis passent par le « centre d'accueil pour rapatriés d'Algérie » du Larzac (Aveyron), avant d'être transférés vers d'autres camps ou progressivement reclassés, via par exemple les hameaux forestiers au service de l'ONF dans la Grésigne, la Montagne Noire et les Monts de Lacaune (Tarn).

Il faut aussi mentionner la vague issue du Sud-Est asiatique qui marque l'arrivée d'une autre composante de l'immigration. Suite à l'établissement des régimes communistes au Cambodge, Laos et sud Vietnam en 1975, ces réfugiés ont été accueillis dans des centres provisoires d'hébergement (CPH), tels ceux de la Montagne Noire (Castelnau de Brassac, Dourgne, Cuq-Toulza), de Toulouse (foyers San Francisco et Unesco) ou de Haute-Garonne (centre Sardélias au Lherm qui en a reçu 2 440). Ces populations se sont concentrées sur l'agglomération toulousaine, d'abord dans des quartiers d'habitat social puis dans des lotissements résidentiels du pôle urbain. Au recensement de 1999, on dénombrait en Midi-Pyrénées 4 234 immigrés originaires du Vietnam ou du Laos (d'ethnies Lao, Yao et Hmong). Dans les premiers temps des associations s'étaient créées pour venir en aide aux réfugiés ; elles se sont transformées dans les années 1990 en structures culturelles et religieuses maintenant un lien communautaire et avec le pays d'origine.

L'évolution des principaux groupes nationaux

Le voisinage pyrénéen constitue bien sûr une donnée structurelle, générant une immigration frontalière qui a longtemps irrigué tout le Sud-Ouest. Au XIX^e siècle, la prédominance des Espagnols est sans partage (soit plus des 4/5^e des étrangers), répartis sur l'ensemble du territoire régional pour les métiers forains traditionnels comme parmi les manoeuvres. D'importants flux migratoires (y compris l'exil post-guerre civile) se maintiennent jusqu'à la fin des Trente Glorieuses, l'immigration espagnole reprenant sur un mode soutenu dans l'après-guerre, d'abord de façon clandestine, puis légale après l'accord de 1956, notamment pour des saisonniers. Ce poids se retrouve dans les statistiques des recensements puisque les Espagnols représentent la première nationalité présente en Midi-Pyrénées jusqu'en 1931 (et le demeurent en Ariège, Hautes-Pyrénées, Lot, Aveyron, Tarn), puis à nouveau à partir de 1946. En 1999, les quelques 36 000 immigrés originaires d'Espagne représentent encore 20 % du total.

Les années 20 voient l'arrivée massive de nouvelles populations, en particulier les Polonais (+ 7 195 entre 1921-1936) et les Italiens (+ 50 272) venus du nord de la Péninsule (Vénétie, Frioul, Piémont). La crise des années 30 a d'ailleurs des contrecoups différenciés selon ces nationalités : entre les recensements de 1931 et 1936, il y a 11 957 Espagnols de moins pour 18 491 Italiens de plus, beaucoup gagnant l'agriculture de Midi-Pyrénées alors que l'activité industrielle ou artisanale se rétracte partout. Les Italiens passent alors devant les Espagnols en tête des nationalités présentes dans la région et le restent durablement dans certains départements : Haute-Garonne (jusqu'en 1954), Tarn-et-Garonne (jusqu'en 1975) et Gers.

L'effectif des trois nationalités d'ancienne importance est en baisse dès les années 50, très marquée pour les Italiens et les Polonais, freinée par de nouvelles arrivées pour les Espagnols. Les vagues migratoires maghrébine et lusitanienne s'imposent au cours des Trente Glorieuses. Les « Français musulmans d'Algérie » étant libres de circuler en métropole, plus de 2 100 sont recensés en Midi-Pyrénées en 1954 et 13 900 Algériens en 1975, localisés surtout en Haute-Garonne, Tarn-et-Garonne, Tarn, Hautes-Pyrénées. Le nombre de Portugais double entre 1946-1962, puis sextuple pour atteindre 26 865 en 1975. A cette date, les Espagnols sont encore les plus nombreux en Midi-Pyrénées (plus du tiers de la population étrangère), avant les Portugais (22 %) et les Italiens (16 %). En 1982, les Algériens (13,4 %) et les Marocains (11,8 %) sont désormais devant les Italiens. Les Marocains qui n'étaient que 462 en Midi-Pyrénées au recensement de 1962, atteignent 8 270 en 1975 puis 13 512 en 1982, localisés surtout en Haute-Garonne et Tarn-et-Garonne. Quant aux Tunisiens, ils demeurent peu nombreux (3 272 en 1982), dont une majorité est arrivée entre 1960 et 1975. Ils sont originaires des régions frappées par le chômage (Sidi Bouzid) où l'émigration a été favorisée par le gouvernement. Au total, la population étrangère s'est modifiée de manière importante dans ses composantes en quelques années par l'effet du renouvellement des flux migratoires.

La diversité ancienne des réseaux migratoires

Au XIX^e siècle, de petits flux de réfugiés consécutifs aux bouleversements socio-politiques de l'Europe sont repérables dans la région : transalpins ou Allemands de diverses provenances, libéraux polonais après l'insurrection de 1830... Proximité oblige, les troubles en Espagne alimentent la principale vague : depuis les victimes de l'occupation napoléonienne (1808-1813), jusqu'aux insoumis et déserteurs lors de la guerre de Cuba (1896-1898). Les rebondissements du conflit de succession carliste (guerres de 1834-1840 et 1872-1876) ont suscité les afflux majeurs. Les passages de réfugiés espagnols par l'Ariège, les Hautes-Pyrénées et la Haute-Garonne courent donc sur le siècle, d'une simple mise à l'abri temporaire dans les villages frontaliers jusqu'à l'exil définitif en France.

Des réfugiés ou apatrides d'Orient gagnent aussi la région suite à la Grande Guerre : minorités grecques et turques, assyro-chaldéens de la vallée d'Ourmiah (Iran), Arméniens arrivés dès 1921 mais qui demeureront peu nombreux. Durant les années 30, Toulouse devient la capitale régionale d'une diaspora de Russes blancs plus miséreuse que celle de Boulogne-Billancourt. La communauté juive apparaît emblématique des apports migratoires successifs qui ont enrichis la population locale. Les vieilles familles autochtones et les Alsaciens-Lorrains installés après 1871 deviennent minoritaires face aux juifs d'Orient arrivés dans les années 20, « Turcs » de l'ex-Empire ottoman qui se concentrent dans le quartier toulousain de Saint-Aubin autour d'une synagogue dynamisée par le rite séfarade. Les années 30 et la Seconde Guerre mondiale amènent des ashkénazes (d'origine polonaise, allemande, hongroise, roumaine...), avant que les rapatriements d'Afrique du Nord (il s'agit là de Français) donnent la primauté à une autre composante séfarade, notamment les « Constantinnois ».

L'attraction à Toulouse d'étudiants immigrés doit être également inscrite dans la durée. Depuis le « boom » relatif des effectifs dans les années 1900, via la faculté de Sciences et ses nouveaux instituts spécialisés, qui se poursuivra jusqu'à la proportion record de 28 % d'inscrits étrangers et coloniaux à l'Université de Toulouse en 1927. Malgré les lacunes de l'historiographie régionale sur l'après guerre, ces mouvements se prolongent jusqu'à l'actuel caractère cosmopolite du pôle universitaire toulousain et son rôle dans la formation d'élites issues des « Suds » francophones (en 1993, par exemple, un docteur d'Etat sur trois en mathématiques est originaire d'un pays arabe à l'Université Paul Sabatier). Aux différentes périodes considérées, cette présence estudiantine a pu constituer une part importante des effectifs de telle ou telle catégorie d'immigrés (« Asiatiques sujets français » comme Égyptiens de l'entre-deux-guerres, Africains de diverses nationalités ou Tunisiens aujourd'hui...).

La diversification croissante de la période récente

La période la plus récente se caractérise, comme partout en France, par une diversification des origines nationales. L'immigration de l'Afrique subsaharienne est récente (2 883 personnes en Midi-Pyrénées en 1990 soit 2,7 % de la population étrangère). Contrairement à la configuration dominante dans l'Hexagone, Camerounais et Ivoiriens sont 5 à 7 fois plus nombreux que les migrants de la vallée du fleuve Sénégal (Sénégalais, Mauritaniens, Maliens). L'immigration africaine dans la région se caractérise plutôt par des flux de migrants politiques fuyant leur pays (Ghana, République démocratique du Congo, Angola) et d'étudiants, spécificité qui s'explique par la faiblesse des emplois peu qualifiés offerts par le territoire et par le développement, dès les années 60, d'activités scientifiques ou à forte qualification sur le pôle toulousain.

La diversification s'est accélérée au cours des années 90 et 2000. La demande d'asile tendant à devenir le seul moyen permettant à certaines populations de pénétrer sur le territoire européen, elle représente de ce fait une part croissante dans les entrées. De nouveaux groupes sont ainsi apparus : Algériens bénéficiant de « l'asile territorial » (jusqu'en 2003), Russes tchéchènes, Roumains, Angolais, etc. Tous les départements de Midi-Pyrénées disposent aujourd'hui d'un Centre d'accueil pour demandeurs d'asile (CADA), réseau qui apparaît néanmoins saturé.

Il faut aussi mentionner les nouveaux flux d'immigrés « à capitaux », actifs ou retraités. D'un côté, des migrants diplômés du supérieur et hautement qualifiés, en provenance notamment du Nord de l'Europe, d'Amérique et d'Océanie qui occupent des postes d'ingénieurs, techniciens, cadres et chercheurs – en Midi-Pyrénées, la part des immigrés diplômés de l'enseignement supérieur est d'ailleurs proche de celle de l'ensemble de la population. Phénomène récent au regard de l'histoire des flux migratoires régionaux, la présence de ces personnels s'est accélérée depuis les années 80. Alors que la population étrangère ne cesse de diminuer dans la région, et dans le département de la Haute-Garonne, l'immigration d'Europe du nord est en hausse constante. Il s'agit d'une immigration de cadres, ingénieurs ou techniciens en mobilité, concentrés sur l'agglomération toulousaine.

Quant à l'installation d'immigrants retraités, il s'agit d'un processus en expansion. « Aux arrivées de population en âge de travailler venues en France pour des raisons économiques ou politiques, s'ajoute désormais une nouvelle forme d'immigration que l'on pourrait qualifier d'immigration du troisième âge. Ainsi, depuis les années 80, de nombreux retraités en provenance des pays anglo-saxons sont venus grossir les rangs des

immigrés »⁴. Cette migration de retraités concerne d'ailleurs moins Toulouse et son agglomération que des départements plus ruraux comme le Lot où les Anglais et les Hollandais représentent plus de 20 % des flux en 2002. D'où une nouvelle figure de l'immigré, formée de personnes à fort pouvoir d'achat venues s'installer dans la région au moment de leur retraite.

La place des femmes

La présence massive des femmes au sein de l'immigration est une réalité dès le XIXe siècle. Même si on ne dispose d'aucune étude spécifique, les Espagnoles sont déjà nombreuses en Midi-Pyrénées, aux côtés de petits effectifs de servantes allemandes, de Belges, d'Italiennes, de Suissesses, etc. Durant l'entre-deux-guerres, la vague transalpine est d'emblée familiale, avec femmes (44,7 % de l'immigration italienne en Midi-Pyrénées dès 1926) et enfants, la population espagnole est féminisée à près de 43 % du début des années 20 et plus de 45 % au milieu des années 30, la polonaise à 25 % seulement en 1921, mais 36 % dès 1926, 39 % en 1931. Parmi les Portugais il n'y a par contre que 13,7 % de femmes en 1931, et 2 % à peine parmi les Nord-Africains. Ces immigrées travaillent aussi, comme ouvrières, domestiques souvent, ou surtout dans l'agriculture – les 7 322 étrangères qui y sont occupées en 1931 représentent 33,4 % des actifs étrangers du secteur en Midi-Pyrénées et 56,5 % du total des 12 945 étrangères actives.

Durant les Trente Glorieuses, le taux de féminisation de la population étrangère de la région fluctue très légèrement : de 41,3 % en 1946, 43 % en 1954, 41,2 % en 1962. Mais la part des femmes au sein de la population étrangère active baisse : de 27 % en 1946 (soit 23 528 étrangères actives) à 17 % en 1968 (soit 8 176 étrangères actives), surtout à cause du vieillissement des travailleuses de la vague agricole d'avant guerre. Jusqu'à la fin des années 60, le taux d'activité des femmes demeure de ce fait plus élevé dans les départements ruraux tels que le Gers, le Tarn-et-Garonne et la Haute-Garonne. En 1962, 38 % des actives étrangères travaillent dans les services (en hausse), 35 % à l'agriculture (en baisse), 16 % dans les industries de transformation, 8 % dans le commerce, banque ou assurance... Elles représentent 80 % des actifs étrangers dans les services, 16 % dans l'agriculture, 16 % dans les industries de transformation, 22 % dans le commerce. La population algérienne de Midi-Pyrénées s'est féminisée de façon rapide à la fin des années 60 : 36 % de femmes en 1968, 43 % en 1975. De même pour la population lusitanienne, avec seulement 23 % de femmes en 1946, 39 % en 1962, mais 47 % en 1975. Les Portugaises sont arrivées seules, avec leur mari ou en famille rejoignant avec les enfants, et ont rapidement travaillé, en particulier dans les services domestiques.

Les années 75-90 sont marquées par la féminisation croissante de l'immigration et de la main-d'œuvre étrangère. Au recensement de 1975, les femmes représentaient 43,8% de la population étrangère de Midi-Pyrénées, 45 % en 1982, 46,3 % en 1990. En 1999, elles sont désormais plus nombreuses que les hommes et représentent 52 % de la population immigrée de Midi-Pyrénées. C'est parmi les vagues migratoires anciennes (Espagnoles et Italiennes) que l'on compte aujourd'hui le plus de femmes, par ailleurs âgées. Si le regroupement familial est une des raisons de la venue de femmes durant cette période, la migration économique ou politique les concerne aussi et de plus en plus.

Le rôle de l'immigration dans les campagnes et l'agriculture

Les campagnes du Midi toulousain ont été profondément marquées par l'immigration paysanne de l'entre-deux-guerres, conçue comme un moyen de repeuplement par des « colons étrangers », autrement dit des agriculteurs exploitants. Si diverses expériences d'introductions ont été tentées au début des années 20, c'est avec les Italiens que la greffe a pris, transformant profondément la physionomie de la population immigrée du bassin de la Garonne jusqu'à ses marges en Quercy, Rouergue, Lauragais et piémont pyrénéen. Ces immigrants se sont installés ouvriers agricoles mais surtout exploitants (fermiers ou métayers), certains achetant dès l'arrivée une propriété, ce qui donna à la colonie une composition sociale diversifiée. Le nombre et la proportion des actifs étrangers travaillant dans l'agriculture et la forêt n'a fait qu'augmenter : de 38 % en 1926 (16 945 personnes), à 35 % en 1931 (21 191 personnes) et 52 % en 1936 (33 530).

Ce fort mouvement – qui s'est prolongé après guerre jusqu'au début des années 50 – a eu pour conséquences de remettre en état de nombreux domaines et de retarder le déclin du secteur agricole par un nouvel apport d'actifs. Les arrondissements de plaine et de coteaux du Midi toulousain (Gers, Haute-Garonne, Tarn-et-Garonne surtout) auront d'ailleurs longtemps la plus forte proportion d'étrangers dans la population active agricole. Les deux principaux groupes nationaux ont une insertion très différente dans ce domaine : en 1975, les actifs italiens sont à 42 % dans l'agriculture et la sylviculture, dans un rapport de 3 agriculteurs exploitants pour 1 salarié agricole (représentant encore 37 % des actifs étrangers de l'agriculture) ; les Espagnols sont à 10 % seulement dans l'agriculture et la sylviculture, dans un rapport inverse de 1 agriculteur exploitant pour plus de 2 salariés agricoles.

⁴ INSEE, *Atlas des populations immigrées. Midi-Pyrénées*, INSEE Midi-Pyrénées Publications, série « Etudes. Les dossiers de l'INSEE », avril 2005, n°127.

L'agriculture a continué plus longtemps qu'ailleurs de jouer un rôle essentiel dans l'économie régionale. De ce fait, 39 % des actifs étrangers de Midi-Pyrénées sont encore dans l'agriculture ou la forêt en 1962 (représentant alors 6,8 % des actifs du secteur, 4,5 % des exploitants mais 19,8 % des salariés), 19 % en 1975 (soit 5,2 % des actifs du secteur, 2,3 % des exploitants mais 26,6 % des salariés). Outre les anciens agriculteurs peu à peu à la retraite, les immigrés sont les soutiers d'un secteur qui s'est considérablement modernisé durant les Trente Glorieuses. Les travailleurs agricoles sont en effet majoritaires dans les introductions de l'ONI pour la région à la fin des années 60, les saisonniers tendant à remplacer les ouvriers agricoles permanents dont les effectifs chutent. Il y a parmi ces migrants temporaires beaucoup d'Espagnols jusqu'au tournant des années 70, puis de plus en plus de Portugais et surtout de Marocains, en particulier pour le maraîchage intensif et l'arboriculture de Haute-Garonne et Tarn-et-Garonne. Le travail au noir, devenu structurellement nécessaire à l'agriculture intensive, est en partie alimenté par des migrants clandestins du bassin méditerranéen mais aussi désormais d'Europe de l'Est.

L'immigration dans l'histoire industrielle de la région

La première révolution industrielle a peu marqué cet espace méridional. Lent et plutôt diffus, le processus d'industrialisation n'y a pas demandé d'importants transferts humains. Beaucoup d'activités proto-industrielles se sont fait uniquement sur le réservoir de main-d'œuvre locale, des paysans s'employant à mi-temps dans des formes de pluri-activités qui évitaient la prolétarisation. C'est ainsi qu'avant 1914, les étrangers n'ont joué aucun rôle à Graulhet, devenu pourtant un pôle mégissier d'importance internationale, ni à Millau, premier centre gantier de France, ni dans le développement du délainage à Mazamet, du textile ariégeois ou des houillères de Carmaux où le recrutement local eu longtemps la faveur de la direction. Les prémices du recours à la main-d'œuvre immigrée (espagnole en fait) n'apparaissent dans le bassin houiller de Decazeville et aux mines d'Albi qu'à partir des années 1905-1910.

C'est donc la Grande Guerre qui déclenche le recours massif aux travailleurs immigrés dans les établissements industriels de Midi-Pyrénées. Dans les usines métallurgiques (Tarascon, Pamiers, Castelsarrasin, Viviez) et d'électro-chimie ou d'électro-métallurgie installées dans les vallées pyrénéennes (Auzat en Ariège ou Pierrefitte-Nestalas dans les Hautes-Pyrénées), dans l'industrie mécanique (Tarbes), comme manœuvres pour les tuileries, briqueteries ou faïencerie, aux postes les plus rudes des tanneries (Mazamet) ou de la mégisserie (Graulhet), sans parler des agglomérations qui accueillent une main-d'œuvre étrangère diversifiée, telle Albi ou bien sûr Toulouse... La proportion d'étrangers dans la construction devient considérable, beaucoup d'Espagnols mais aussi des Italiens, souvent spécialistes, des Portugais et quelques Nord-Africains. La grande inondation du Tarn et de l'Agout en 1930 provoque une attraction de main-d'œuvre ; les grands chantiers d'infrastructures concentrent aussi ces travailleurs. En 1931, 23 950 étrangers travaillent dans les « industries de transformation » incluant le BTP, soit un peu plus de 39 % des actifs étrangers. Ce recours inédit à la main-d'œuvre immigrée modifie en profondeur la population des centres industriels.

Autre secteur clé, les mines et carrières, les petits sites pyrénéens mais surtout les bassins miniers du Tarn et de l'Aveyron où les entreprises développent désormais le recrutement d'immigrés. Aux houillères d'Albi et de Carmaux ils passent de 9 % des effectifs en 1922 à 36 % en 1930. Dans le bassin de Decazeville, c'est en 1926 que l'ensemble de communes accueille le plus grand nombre d'étrangers, soit 1/5^e de la population totale ; en 1931, 8 909 étrangers s'y regroupent, plus de 67 % de ceux présents en Aveyron. Comme pour d'autres zones de France, l'introduction de mineurs a été organisée depuis la Pologne avec le concours de la Société générale d'immigration. 8 170 Polonais sont recensés en Midi-Pyrénées en 1936. Dans les houillères du Tarn, les Polonais sont la première nationalité étrangère devant les Espagnols, mais c'est l'inverse dans celles de l'Aveyron, la communauté ibérique dominant le bassin nord aveyronnais. Conformément aux politiques de recrutement, les étrangers sont partout cantonnés aux activités les plus dures, malsaines et moins payées.

Durant les Trente Glorieuses, la part des actifs étrangers employés dans les industries de transformation augmente, alimentée par l'immigration non qualifiée espagnole, puis maghrébine et portugaise. Les principaux centres industriels en bénéficient : Lavelanet pour le textile, Decazeville malgré la disparition des mines, Mazamet qui conserve des industries de main-d'œuvre, Capdenac (Aveyron) pour son entreprise de construction... Le BTP, alors en plein boom, emploie massivement ces travailleurs, soit 1/4 des actifs étrangers de Midi-Pyrénées en 1962, presque le tiers en 1975. A l'expansion des agglomérations s'ajoute en effet une intense politique d'équipement. Les Portugais, souvent clandestins, acceptent tous types d'emploi, salariés agricoles, ouvriers non spécialisés de l'industrie, et surtout manœuvres sur les chantiers, pilier de leur intégration au marché du travail. Aux recensements de 1968 et 1975, la part des actifs masculins portugais travaillant dans le BTP dépasse 50 % en Haute-Garonne, Hautes-Pyrénées, Lot et Aveyron. En 1975, ils représentent presque 1 travailleur étranger du BTP sur 3 dans la région. Les Algériens aussi travaillent essentiellement dans cette branche, donc dans les pôles urbains en croissance. En 1975, ils se répartissent à 1,5 % à peine dans l'agriculture et la sylviculture, 30 % dans les diverses industries, 50 % dans le BTP où ils représentent un travailleur étranger sur 7.

Des actifs aux retraités : le vieillissement de la population immigrée

La période la plus récente a vu le rôle de l'immigration remis en cause en France après la rupture de 1974. Avec la crise et le chômage qui en découle, ces décennies sont marquées par une succession et une surabondance de décrets et circulaires tentant soit de limiter l'immigration, soit de lui redonner une légitimité sociale. En Midi-Pyrénées comme au plan national, l'accent est mis désormais sur les problèmes d'accueil et de logement, d'alphabétisation, de formation professionnelle, de promotion culturelle...

A la fin des années 60, le nombre d'actifs étrangers était encore de 53 059 sur Midi-Pyrénées, soit 5,6 % de la population active régionale et 42,4 % de la population étrangère. Cette part est depuis en diminution, pour atteindre en 1982 seulement 4,4 % de la population active totale et 33,7 % de la population étrangère. Cela est dû essentiellement à la baisse d'activité des hommes qui ont perdu près de 19 % d'actifs entre 1975 et 1982 et 8,7 % entre 1982 et 1990. Par contre, dans le même temps, la proportion de femmes étrangères actives n'a cessé de croître : de 19 % en 1975 à 24 % en 1982 et à 31 % en 1990.

A l'heure actuelle, une des caractéristiques de la population immigrée en Midi-Pyrénées réside dans le fait qu'elle est plus âgée et plus féminisée que l'ensemble de la population. En 1999, les femmes représentent 52 % des immigrés et les retraités représentent 27 % de la population immigrée régionale (soit 47 500 personnes), contre 21 % pour l'ensemble de la population. La part des retraités est très différente selon l'origine et l'ancienneté de la migration : près de deux immigrés italiens sur trois sont retraités, et un espagnol sur deux, contre seulement un sur dix parmi les asiatiques ou immigrés d'origine africaine. Près de sept retraités immigrés sur dix sont d'anciens ouvriers ou employés, dont deux sur trois sont Italiens ou Espagnols. On retrouve également une forte proportion d'Italiens parmi les retraités de l'agriculture. C'est dans le Gers que la part des retraités dans la population immigrée est la plus élevée (plus de 40 %) ; dans les autres départements, les retraités représentent environ un tiers de la population immigrée, hormis l'Aveyron où les immigrés sont peu nombreux, et le pôle toulousain, où la population immigrée se renouvelle sans cesse.

Un processus de concentration urbaine

L'immigration massive de l'entre-deux-guerres a suscité dès cette époque des concentrations d'immigrés dans certaines villes ou sites industriels. Les quartiers espagnols étaient autant d'îlots peuplés, souvent insalubres et mal famés : Saint-Cyprien à Toulouse, la Madeleine à Albi, le Clauzier à Tarbes ou les baraquements autour de l'usine de Castelsarrasin. Autre habitat concentré, celui des localités minières du Tarn et de l'Aveyron : cités des Bruyères ou de l'Abeillé à Blaye-les-Mines (bassin de Carmaux), « cantines polonaises » d'Aubin et surtout la « Petite Pologne » du baraquement des Homps à Cagnac qui agrégeait les structures sociales communautaires. Dans ces bassins ouvriers, les immigrés s'intègrent au creuset en devenant de la société locale.

Un processus de concentration des immigrés dans la capitale régionale s'est opéré au fil du temps. En 1954, Toulouse compte 9 540 naturalisés et 14 320 étrangers, soit 5,4 % de sa population, pourcentage qui la place dans les villes de tête en terme d'accueil. Outre les foyers d'hébergement apparus dans les années 50-60, des noyaux d'immigrés se trouvent au début des années 70 à la cité d'urgence de Bordelongue, au camp de Ginestous qui regroupe des familles gitanes et maghrébines, dans les cités des années 60 (Papus, Bagatelle, les Izards, la barre dite du Cristal) et dans certains îlots (avenue de Ranguel ou surtout à la Briqueterie qui sera évacuée en 1980).

Le processus de relégation des ménages immigrés dans l'espace urbain, repéré dès cette époque, n'a fait depuis que s'enkyster. Entre 1980 et 1990, la densité de population étrangère s'est considérablement renforcée dans les grands quartiers d'habitat social de Toulouse : Bellefontaine (22 %), Reynerie (28 %), Bagatelle (25 %), et Empalot (17 %) quand la moyenne sur la commune est de 8 %. On constate par ailleurs de fortes disparités dans la répartition des immigrés par quartiers selon leur origine géographique. Alors que les migrants originaires d'Europe du Sud se retrouvent plutôt dans les faubourgs, ceux originaires d'Afrique, y compris du Maghreb, et d'Asie, sont surreprésentés dans le secteur ouest de la ville qui concentre 80 % des logements sociaux de la commune et les copropriétés verticales construites durant la période 1962-1975.

Cette concentration des vagues migratoires récentes sur les quartiers d'habitat social ou le parc privé déqualifié des villes est un point commun aux principales agglomérations de la région. A Albi ; à Tarbes où des cités ont été édifiées sur les terrains vagues de la Planète et de Laubadère pour accueillir les nouveaux immigrés portugais et maghrébins ; à Rodez dont tout le secteur nord des Emberges regroupe l'essentiel de la colonie étrangère ; et dans une moindre mesure à Montauban où le centre ancien joue encore un rôle d'accueil.

Dans le même mouvement, des villes secondaires et même des bourgades de taille encore plus modeste ont connu une forte croissance de leur population étrangère tout en devenant des centres de consommation. On assiste donc à l'émergence de pôles ruraux concentrant les immigrés. A partir de la seconde partie de la décennie 70, cette présence commence à poser à certains endroits le problème de la compétition dans le travail avec les salariés locaux, mais aussi pour trouver un logement. Alors que les immigrés investissent les centres anciens, partie la plus dégradée des bourgs, leur présence a pu être perçue comme une entrave aux projets de rénovation

qui cherchaient à enrayer le déclin de centres urbains concurrencés par l'essor pavillonnaire et les formes de distribution de type « supermarché ».

L'histoire de l'immigration à travers les initiatives mémorielles

Une image de l'immigration avant tout urbaine

Le volet « mémoire » du rapport a permis d'approcher les manifestations repérables dans la région au regard du panorama historique ainsi établi. Selon l'enquête qui a été conduite, l'analyse des actions mémorielles financées par la Direction régionale du Fasild au cours des années 2000 confirme un déséquilibre grandissant entre ville et « campagne ». La répartition des actions sur le territoire régional montre en effet une concentration des projets sur la Haute-Garonne, dont environ un quart de ceux menés dans l'agglomération toulousaine sont centrés sur la mémoire d'un quartier relevant de la politique de la ville. De toute évidence, la forte concentration des populations issues de vagues migratoires récentes dans ces quartiers d'habitat social de Toulouse, notamment celles issues des pays d'Afrique subsaharienne et du Maghreb, produit et renforce l'effet de sur-représentation, et donc de visibilité de « l'immigré » dans ces territoires urbains. L'enjeu mémoriel apparaît donc aux yeux des pouvoirs publics avec plus d'urgence dans ces territoires, au point sans doute de prendre le dessus sur une émergence spontanée de mémoire dans des territoires où pourtant les vagues migratoires ont fortement marquée l'histoire locale.

On retrouve ainsi peu de traces de cette mémoire immigrée rurale, agricole, évoquée dans la partie précédente, ou des migrations ouvrières des bassins industriels ou miniers, comme ceux des Hautes-Pyrénées, du Tarn ou de l'Aveyron. Ceci s'explique aussi par la faiblesse relative de la mémoire ouvrière en Midi-Pyrénées, malgré le passé de certains sites ; cette mémoire semble n'avoir pas cristallisé à l'échelle régionale avant le processus de désindustrialisation/tertiarisation qui a conduit à la concentration sur le pôle toulousain « à vocation européenne ». D'où une quasi invisibilité de la mémoire ouvrière immigrée en Midi-Pyrénées.

Une mémoire « immédiate »

L'histoire de l'immigration en Midi-Pyrénées, interrogée à travers les initiatives mémorielles, apparaît ainsi partielle et anachronique au regard de la réalité socio-historique de l'immigration dans cette région. Les projets, sans être centrés explicitement sur des migrations particulières et s'inscrivant le plus souvent dans une démarche de promotion interculturelle, reflètent les difficultés que rencontrent aujourd'hui les populations immigrées ou issues de l'immigration pour s'insérer dans la société française. Les populations reléguées dans les quartiers d'habitat social des grandes agglomérations sont majoritairement issues des pays d'Afrique, Maghreb compris, et des vagues migratoires récentes en provenance des pays de l'Est. A l'inverse, les vagues migratoires plus anciennes, espagnoles, italiennes, polonaises..., plus diffuses, mais aussi longtemps plus nombreuses, font peu, voire pas, l'objet de projets mémoriels. Ce hiatus historique renvoie à une vision duale de l'histoire de l'immigration en France qui tend à opposer immigrés d'hier et d'aujourd'hui dans une vision « post-coloniale » de la figure de l'étranger.

Une logique d'utilité de la mémoire dans l'optique de répondre à des enjeux actuels

Les actions à visée historique et mémorielle qu'a soutenu le Fasild reflètent en fait la demande sociale – et avant tout institutionnelle – contemporaine qui traduit la réflexion engagée par la France autour de son identité, de son modèle d'intégration et de son passé colonial. Elles répondent ainsi aux exigences de la CRILD (instance régionale regroupant représentants institutionnels et associatifs experts en matière d'intégration et de lutte contre les discriminations) de mener un travail de fond sur les représentations et les discriminations, à travers notamment la connaissance et la reconnaissance de la culture de l'autre. Mais en donnant une vision univoque de l'immigration à travers de tels projets centrés sur les « quartiers », elles ne permettent pas de rendre compte de la profondeur historique du phénomène migratoire en Midi-Pyrénées, et risquent de renforcer encore un peu plus les représentations qu'elles sont censées combattre, à savoir celles qui renvoient aux populations immigrées récentes la responsabilité de leurs difficultés d'insertion.

En outre, une mémoire ancrée dans notre temps présent et notre société actuelle, mettant en avant l'affectivité du recueil de témoignages, peut présenter des dérives dès lors qu'elle s'appuie sur des parcours hors du commun et individualisés plutôt que sur l'expérience de masse, laissant de côté des trajectoires collectives considérées comme banales. Si la lutte contre l'oubli légitime l'émergence de nouvelles réflexions au sein de la société dans une volonté de recherche de vérité historique sur certains événements ou périodes de notre histoire nationale, faut-il à tout prix rechercher le consensus (mémoire partagée) au sein des initiatives mémorielles, ou laisser place à l'expression du dissensus ?

Une exception historique, l'immigration espagnole

Seule exception à cet élan mémoriel « à visée réparatrice », celle de la migration espagnole. On assiste en effet depuis 2005 à un retour de mémoire au sujet de l'exil espagnol, reconnu aujourd'hui comme un apport constitutif de l'identité régionale. Ce temps de reconnaissance officielle de l'apport de l'immigration espagnole à l'histoire

régionale prend aujourd'hui une forme consensuelle d'hommage politique rendu aux exilés républicains. Mais ce processus d'institutionnalisation et de « patrimonialisation » d'une mémoire immigrée à l'échelle régionale se fait par négation ou dénie d'une part importante de l'immigration espagnole, en oubliant tous ceux qui ne sont pas venus dans le cadre de l'exil, ne se sont pas inscrits dans ces références ni cette mémoire. Cette dissension, très forte au sein même de la population immigrée espagnole de Midi-Pyrénées, traduit le double processus d'intégration-exclusion par lequel la mémoire collective d'un groupe se construit.

Les prémices d'une mémoire des immigrations en Midi-Pyrénées ?

Des figures de militants, immigrés ou issus de l'immigration maghrébine ou africaine, se démarquent pour leur engagement de longue date sur le champ de l'action sociale en Midi-Pyrénées. Mais ceux-ci rencontrent des difficultés à légitimer leur action aux yeux des partenaires institutionnels et des élus. Paradoxalement, en même temps qu'ils peuvent bénéficier des crédits politique de la ville et de sa fonction de soutien à l'expérimentation sociale et aux initiatives culturelles, ils en subissent le marquage, lié à leurs origines.

D'où les tentatives de la plupart de donner une dimension plus large à leurs actions, que ce soit en terme de « recrutement » du public, d'influence et de rayonnement géographique, ou de portée « historique ». Tout se passe comme si, en Midi-Pyrénées, les multiples initiatives mémorielles portées par les acteurs associatifs, ne trouvaient de légitimité institutionnelle et politique qu'au travers de l'intervention d'une caution scientifique (l'historien, le chercheur, l'enseignant, etc.).

L'enjeu reste donc entier : comment permettre à tous les entrepreneurs de mémoire qui émergent en région de contribuer à la construction de l'histoire collective de Midi-Pyrénées prenant en compte tous les flux migratoires, qu'ils soient régionaux, nationaux ou internationaux, européens, non européens, du nord ou « des Suds » ?

Laure Teulières et Fabienne Souchet